

1 Définition

- La protection de la vie privée a été affirmée en 1948 par la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations unies (art. 12) et, en France, l'article 9 du Code civil protège ce droit depuis la loi du 17 juillet 1990.
- Cet article précise : « Chacun a droit au respect de sa vie privée. Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures telles que séquestres, saisies et autres, propres à empêcher ou à faire cesser une atteinte à la vie privée ; ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé ».

2 Les modalités de la loi

- La protection de la vie privée revêt plusieurs aspects :
 - la **protection du domicile** : par exemple, la police ne peut y pénétrer que dans certains cas fixés par la loi ;
 - le **secret professionnel et médical** : un médecin ne peut révéler les éléments du dossier médical d'une personne sans son consentement ;
 - la **protection de l'image** : il est interdit de reproduire l'image d'une personne sans son autorisation. Cette règle concerne tout le monde et pas seulement les « personnes publiques ». Il existe néanmoins des limites tenant au cadre dans lequel une image a été réalisée. La protection n'est pas la même pour une photographie prise lors d'une réunion publique (ex. réunion politique) ;
 - la **protection de l'intimité** : des éléments concernant les relations amoureuses ou les préférences sexuelles d'une personne ne peuvent être révélés.
- De même, les écoutes téléphoniques sont réglementées. Les écoutes judiciaires, réalisées au cours d'une enquête sur une infraction, doivent l'être sous le contrôle d'un juge d'instruction.

Les écoutes « administratives », nécessaires pour protéger la sécurité du territoire (ex. prévention du terrorisme), ont longtemps été réglementées de manière très lâche, à tel point que la France a été condamnée pour cette raison par la Cour européenne des droits de l'homme (arrêt Kruslin et Huvig de 1990). La loi du 10 juillet 1991 a créé la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), afin de contrôler leur nombre et leur motivation.

- Enfin, pour lutter contre les dangers que le développement de l'informatique peut faire peser sur les libertés et le respect de la vie privée, a été créée par la loi du 6 janvier 1978 la **Commission nationale de l'informatique et des libertés** (CNIL).